

Et si l'on rendait à l'Afrique son patrimoine?

La ruée vers l'art Récupérer les œuvres africaines dispersées dans le monde entier est un casse-tête, tant les résistances sont nombreuses. Le Bénin a formulé une demande officielle de restitution auprès de la France

COTONOU ET ABOMEY (BÉNIN) - *envoyé spécial*

Un jour de 2009 qu'il était d'humeur plus grandiloquente que d'habitude, l'ex-président sénégalais Abdoulaye Wade a décidé d'ériger à Dakar un Musée des civilisations noires. Le bâtiment, financé et construit par la Chine, est terminé depuis des mois. S'il n'a pas encore été inauguré, c'est que personne ne sait que mettre à l'intérieur : 90% des pièces majeures d'art africain classique se trouvent hors d'Afrique. Inspirés par les procédures de réclamation d'œuvres volées par les nazis ou par la restitution de sarcophages à l'Égypte par de grands musées américains, certains Africains estiment désormais que le continent a besoin de son patrimoine pour avancer. Mais comment le récupérer?

Il y a la manière douce, celle de Marie-Cécile Zinsou, directrice de la fondation qui porte son nom à Cotonou. Ses parents, Marie-Christine et Lionel (ancien banquier, il a été brièvement premier ministre du Bénin puis candidat malheureux à la présidentielle en 2016), ont commencé une collection. «*Ils ont peu de pièces, mais les bonnes*», dit leur fille de 34 ans dans sa villa de Cotonou. Elle parle du grand Janus dogon, offert en 1966 par Léopold Sédar Senghor à André Malraux, ou du trône de Béhanzin, racheté aux enchères en 2004.

Arrêtons-nous un instant sur Béhanzin, onzième roi du Dahomey (1844-1906). Non pas pour la figure de la résistance africaine qu'il incarne désormais, ayant longtemps tenu en échec les armées coloniales françaises, mais parce que sa reddition, en 1894, fut l'occasion d'un pillage important des œuvres du Dahomey. Trônes, tentures, bas-reliefs, portes du palais, récades, armes, figurines, bijoux, masques et statuettes ont été expédiées en France par le général Dodds et ses hommes et se retrouvent aujourd'hui, en partie, au Musée du quai Branly, qui compte 5 556 objets béninois.

Sur eBay, Marie-Cécile a d'abord acheté des cartes postales et des journaux de l'époque. «*Et j'ai continué*», dit-elle. Sur Facebook, elle cherche les descendants des soldats, légionnaires et tirailleurs sénégalais de Dodds. Elle négocie. «*Je leur demande s'ils n'ont pas, dans la cave, au grenier, de vieux objets africains*

qu'ils aimeraient vendre.» Elle achète deux sacs Ikea d'objets dans un HLM du 20^e arrondissement de Paris. Et, à Rouen, retrouve les jarres en cuivre qui servaient à récupérer le sang des sacrifiés de la cour d'Abomey.

Il y a aussi la méthode dure, celle de Sindika Dokolo, banquier et diamantaire, gendre du président angolais José Eduardo dos Santos. M. Dokolo, qui a grandi en Belgique et en France, lance des ultimatums à ceux qui possèdent des objets volés en Angola pendant la guerre civile (1975-2002). Il vient de récupérer deux masques et une statue. «*Je veux leur montrer que nous sommes organisés et que nous irons jusqu'au bout*, dit-il en évoquant un marchand d'art parisien qui renâcle. *Une attitude méprisante et raciste que j'exècre.*»

UN MUSÉE QUI SE VIDE

Il y a enfin la façon radicale, pour l'instant théorique. C'est celle du CRAN, le Conseil représentatif des associations noires de France, que préside Louis-Georges Tin. «*Il y a une forme de cruauté à garder des objets qui ont si peu de valeur pour la France, mais tant de valeur pour les Béninois, tout en se prétendant amis*», dit-il à propos des collections du Quai Branly. Pour lui, la seule issue honorable est une restitution «*complète*». En d'autres mots, vider le musée voulu par Jacques Chirac. Pour l'heure, le CRAN a réuni des lettres des rois traditionnels du Bénin exigeant le retour des œuvres. «*Vous imaginez si les Français devaient aller en Allemagne pour voir les reliques de Saint-Denis ou le sceptre de Charles V?*»

Pourtant, au Bénin, c'est un autre musée qui se vide, celui d'Abomey, au centre d'un site pourtant classé en 1985 par l'Unesco. Quarante-sept hectares et des palais, construits par 12 rois successifs, autrefois protégés par un large fossé que peuplaient crocodiles, serpents venimeux et plantes maléfiques. Salles sombres et mal entretenues, vitrines poussiéreuses. La veille de notre visite, une famille de souris a été délogée de la vitrine contenant la tunique d'une amazone, les fameuses guerrières de Béhanzin, dont elle se régala.

Le directeur, Urbain Hadonou, en fonctions depuis 2004, est assis à l'extérieur, sur un muret. Des écoliers passent, jettent des emballages plastique par terre. On entend du rap nigérian : une fête se prépare dans la cour voisine

du palais du roi Ghézo (1818-1868).

Urbain Hadonou se lamente. «*On a eu jusqu'à 30 000 visiteurs par an. Maintenant, à cause d'Ebola, de la géopolitique, des djihadistes, ce n'est plus que le tiers.*» Les pièces du musée, aussi, diminuent. Pour les vols les plus importants, comme le sabre de Gou, le dieu de la guerre et du métal, en 2001, des copies ont été faites. Il n'empêche, le musée contient encore des trésors, mal gardés. «*Je n'ai que sept gardiens*, dit le directeur. *Payés au smic, 49 000 francs CFA par mois [75 euros]. Il y a deux palais et quatre cours. Je ne peux en mettre qu'un par cour.*» La nuit, et parfois le jour, il

arrive que ses gardiens s'endorment. «*On leur fait des surprises*, dit Urbain Hadonou. *Si on les trouve, on diminue leur salaire, on fait une mise à pied.*» Mais il ne parvient pas à se rappeler la date de la dernière «*surprise*».

L'ennui, quand une pièce disparaît, c'est qu'il n'y a pas d'inventaire photographique du musée pour la rechercher dans les ventes aux enchères. «*On a commencé l'inventaire en 2003*, dit le directeur. *On n'a pas terminé.*»

En ville, les mauvaises langues affirment que cet inventaire inachevé sert à préserver le business consistant à vendre des objets du musée. Ce serait de la réserve que les pièces disparaissent le plus fréquemment, 300 en quelques années. «*Sans complicité interne, ces vols seraient impossibles*», dénonce un personnage bien informé, préférant conserver l'anonymat.

A quelques kilomètres de là, le garage de Gabin Djimassé est plein. Pour combien de temps? Le directeur de l'office du tourisme d'Abomey, 57 ans, reçoit dans son jardin. Il a commencé il y a une trentaine d'années à acheter des statuettes et des objets du culte vaudou aux artisans des palais royaux qui les vendaient sous le manteau aux touristes. Puis aux habitants de toute la région. Avec le temps, sa collection est devenue spectaculaire. Mais elle se détériore. «*Les statuettes ne sont pas faites pour être enfermées!*», dit-il. Le raffia des colliers s'effrite, les perles se perdent. Les insectes et les rongeurs ont pris leur part. Que faire? Tous les visiteurs de Gabin tombent en pâmoison devant ces centaines de pièces. Mais, à Abomey, cette collection ne vaut rien. Lui-même, pourtant ardent défenseur du retour en Afrique du patrimoine africain, se

prend parfois à rêver de la vendre aux enchères chez Sotheby's, ou que le Quai Branly lui en propose un bon prix.

Car ces statuettes ont un trait commun avec les dictateurs africains. Quand il faut les soigner, c'est à Paris que l'on pense. Pour ces bâtons sculptés, ces bochio (statuettes), ces écharpes, ces assen (autels portatifs), ces plateaux de divination, ces colliers et ces manchettes de danse, le Quai Branly est une destination cinq étoiles. Elles y seraient restaurées, documentées, photographiées. Ah vraiment, le Quai Branly est un paradis. Seulement, il est au bord de la Seine, à Paris.

COUP DE TONNERRE À PARIS

Malgré la mission de faire circuler les œuvres dans les pays d'origine que lui a confiée Jacques Chirac, une seule exposition a eu lieu au Bénin. C'était trente pièces, en 2006, prêtées à la Fondation Zinsou. « *Et l'exposition de photos patrimoniales tirées sur bâches géantes que nous avons réalisée au Musée d'Abomey à la même période, s'empresse d'ajouter Stéphane Martin, président du Quai Branly, c'était également une façon de rapprocher les Béninois de ce patrimoine.* » Une de ses collaboratrices précise qu'elle discute avec le Musée des civilisations noires de Dakar « *pour voir ce qu'ils peuvent leur proposer en dépôt.* »

Le Quai Branly vante sa coopération interna-

tionale, mais traîne les pieds. « *C'est un bon musée mais un mauvais partenaire*, dit un conservateur africain qui ne souhaite pas être nommé, dont l'institution a pourtant été reconnue comme susceptible d'accueillir des dépôts du musée parisien. *Ils trouvent toutes sortes de prétextes, notamment le climat – comme si ces œuvres n'avaient pas été faites ici, en Afrique!* »

L'argument récurrent du Quai Branly, c'est que les musées africains ne sont pas aux normes de sécurité et de conservation. « *Ça, c'est n'importe quoi*, s'emporte Louis-Georges Tin. *C'est comme si le voleur d'un bijou disait à sa victime: "Je ne peux pas te le rendre, ton coffrefort n'est pas assez sécurisé."* *Les pays se débrouilleront. Il y a désormais en Afrique des mécènes prêts à construire de vrais musées.* »

Stéphane Martin tente de noyer le poisson. « *Je suis confiant quant au potentiel de coopération qui peut être encore développé, au Bénin, comme avec d'autres pays africains*, dit-il. *Le dialogue est en place.* »

Le dialogue, justement, semble assez limité, à lire la réponse d'Hélène Le Gal, conseillère Afrique de l'Élysée, à Serge Guézo, prince d'Abomey. « *Je vous informe que les objets auxquels vous faites référence, écrit-elle le 26 juin 2015, notamment ceux que conserve le Musée du quai Branly, sont entrés dans les collections nationales de manière régulière. Désor-*

mais devenus inaliénables, la plupart d'entre eux ont été acquis il y a longtemps et en conformité avec le droit international en vigueur. »

« [Cette lettre est] un morceau d'anthologie néocoloniale, tonne Louis-Georges Tin. *Quel droit international? Malheureusement, M^{me} Le Gal n'a jamais pu nous fournir les factures ou les documents témoignant de l'insigne bienveillance qui aurait poussé le roi Béhanzin, défait, puis déporté par les armées françaises, à leur donner, ou à leur vendre, son trône, son sceptre et les statues sacrées de son royaume...* »

Les autorités françaises répètent volontiers que jamais le Bénin n'a officiellement demandé le retour de ses œuvres. Ce qui était, en effet, le cas, jusqu'au 27 juillet 2016. Ce jour-là, le conseil des ministres, à Cotonou, a décidé d'entreprendre les démarches nécessaires. Un coup de tonnerre en plein été, qui a pris les Français de court. « *L'idée du retour est une absurdité*, dit souvent en privé Stéphane Martin. *Les Belges ont rendu des pièces qui ont ensuite disparu.* » En langue plus officielle, cela donne : « *L'histoire des œuvres et la vie des collections ne sont bien entendu pas gravées dans le marbre. Si des décisions intergouvernementales se prenaient en ce sens, les présidents de musée se devraient alors d'accompagner de façon constructive ces décisions politiques.* » ■

SERGE MICHEL

Ces statuettes ont un trait commun
avec les dictateurs africains.

Quand il faut les soigner,
c'est à Paris que l'on pense